

Le programme WACA-F en Afrique de l'Ouest

Rôle des données disponibles sur le littoral dans la fédération des acteurs locaux

Par Claire-Océane Laharotte

VA : Environnement, CELVN

Année 2018-2019

Encadrant : Boris Leclerc

Organisme d'accueil : Cerema Eau, Mer, Fleuves

J'ai réalisé mon stage pendant 5 mois au sein de la division Eau, Mer, Fleuves du Cerema dans le cadre du programme WACA-F. Ce programme international fait suite à la volonté des états africains d'améliorer la gestion de leurs côtes face au risque important d'érosion dans cette région du Golfe de Guinée. Il vise à mettre à disposition des pays d'Afrique de l'Ouest les données d'archives dont la France dispose sur leur littoral. Ces données, essentiellement géographiques, sont constituées de cartes des zones côtières, d'images aériennes ou satellites datant des années 1950.

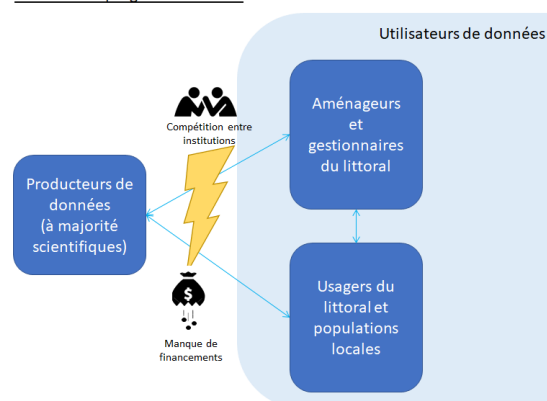
Ce programme met en réseau une multiplicité d'acteurs d'horizons divers : des acteurs locaux comme internationaux. En l'état actuel, les acteurs locaux s'illustrent par leur volonté d'agir, mais se confrontent à la compétition entre institutions, rendant difficilement accessibles les données et au manque de ressources financières. D'autre part, les acteurs internationaux se positionnent principalement en appui à la gestion de projets et en bailleurs de fonds. Par conséquent, une façon imagée de décrire la disposition et l'accessibilité des données serait de dire que les données se trouvent là où il y a des financements pour l'acquérir. Les données sont donc, à l'image des acteurs, variées, dispersées et souvent peu accessibles. Pourtant les données sur le littoral sont une ressource nécessaire pour mettre en place une stratégie de gestion des zones côtières.

Ainsi, j'ai souhaité considérer dans quelle mesure les données disponibles sur le littoral permettent de fédérer les acteurs d'horizons divers dans le contexte des pays d'Afrique de l'Ouest, afin de faire face à l'évolution de leur littoral et d'engager des actions de gestion des zones côtières viables à long terme ?

Un état des lieux des sources de connaissances portant sur le littoral a été établi dans les pays participants au programme. Les données disponibles pour mener la réflexion étaient constituées essentiellement par des articles scientifiques publiés dans des journaux scientifiques, par des rapports nationaux apparus tardivement (à partir des années 2000-2005) et par les données historiques (géographiques et scientifiques) provenant de l'étranger. Les données ont donc tendance à être sectorisées suivant les activités de leurs auteurs. De cela ont été observées des actions incohérentes, sans lien entre acteurs, sans dialogue et sans partage de connaissances.

Une remise en contexte international a permis de rendre compte des fonctionnalités des structures d'observation du littoral, notamment vis-à-vis des données produites ou collectées. Ainsi, en France, les données caractérisant l'évolution géomorphologiques du littoral sont développées, au détriment d'une démarche pluridisciplinaire et intégrée des secteurs d'activité, tandis qu'on observe la tendance inverse dans bon nombre d'autres pays tels que les Etats-

Etat avant le programme WACA :



Unis, le Canada ou l'Australie. De telles structures s'illustrent souvent en Afrique de l'Ouest dans l'une ou l'autre des grandes fonctionnalités d'observation définies, mais peu les allient et aucune ne les combinent toutes ensemble. Ce travail a permis d'identifier ce qui est déjà en place et qui fonctionne, ce qui est à améliorer : le partage des données et le dialogue, ce qui est à mettre en œuvre : établir des liens entre l'ensemble des structures pour assurer l'entière des fonctionnalités d'un observatoire du littoral.

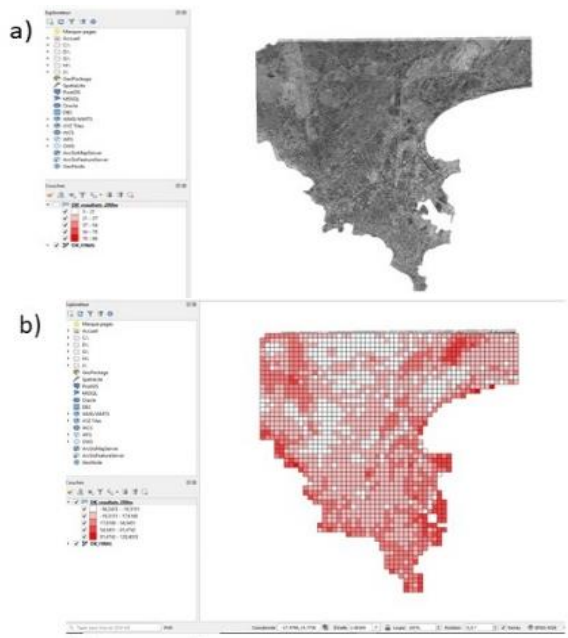


Figure 1 : Pointe Sud de Dakar avant (a) et après (b) traitement

un premier constituant l'élaboration d'un observatoire citoyen, un second mettant les SIG (Système d'Information Géographique) à disposition de la perception du territoire par ses habitants, un dernier utilisant les applications mobiles pour vulgariser la production de données sur le trait de côte. Cette dernière manière d'impliquer des populations semble la plus prometteuse compte tenu des modes de vie locaux. Il reste, cependant, qu'une concertation, en présence, des populations demeure une solution bien adaptée pour assurer l'acceptation d'un projet d'aménagement.

Ces modes de valorisation et de traduction des données permettent d'intégrer les acteurs et rétablir le dialogue. Les données et leur diffusion constitue la base d'un dialogue entre acteurs dans nos sociétés actuelles, puisqu'elles constituent la matière première de l'information, objet transactionnel voire « monnaie d'échange » aujourd'hui. C'est la traduction de cette information dans le langage de l'interlocuteur qui assurera sa compréhension et donc son intégration dans le secteur d'activité de ce même interlocuteur et, par conséquent, sa diffusion à plus large échelle. C'est donc cet effort de traduction de l'information qui doit être mené à l'échelle de la région. Mais il implique un dialogue continu entre les divers acteurs, afin de cerner les préoccupations de chacun et d'y amener des solutions, à défaut de développer une réflexion.

A partir de ces constats, une réflexion a été menée pour rétablir et renforcer le lien entre acteurs. Ceci passe par la valorisation des données auprès des différentes sphères d'acteurs. Ainsi, une proposition de valorisation dirigée vers des aménageurs, décideurs et gestionnaires du littoral a été décrite. Il s'agit d'une méthode de visualisation de l'évolution de l'occupation d'un territoire à partir d'images satellites : une image satellite ancienne, provenant des données fournies par la France et une image récente, trouvée sur internet. L'une des plus fortes contraintes de la méthode réside dans la difficulté à accéder à des images satellites récentes. Ainsi, la méthode permet de dégrossir les changements d'occupations du territoire.

Une réflexion quant à différents modes de valorisation ou de création de données, intégrant un public moins averti comme les populations locales, a également été menée. Trois modes ont été étudiés :

Etat envisagé après le programme WACA :

